Les atouts de la méthode *Imagine*
Analyse Systémique et Prospective de Durabilité

Compte-rendu du Séminaire méditerranéen,
21 avril 2008, Sophia-Antipolis (France),

Elisabeth Coudert

Plan Bleu
Centre d'Activités Régionales

Sophia Antipolis
Septembre 2008

LES ATOUTS DE LA METHODE 2

Introduction 2

1. Les résultats de *Imagine* dans les Programmes d'Aménagement côtier du PAM 3

1.1. PAC « Malte » 3

1.2. PAC « Zone côtière algéroise » 4

1.3. PAC « Slovénie » 4

1.4. PAC « Chypre » 5

1.5. PAC « Liban » 6

2. La place de *Imagine* dans les PACs et la GIZC 6

2.1. Le Protocole GIZC, les PACs du PAM, *Imagine* 6

2.2. Débats 7

3. *Imagine* : autres expériences et potentiel 9

3.1. Academy for Sustainable Communities (ASC) 9

3.2. *Imagine* dans les projets européens 10

3.3. Utilisation de *Imagine* dans des organisations 10

3.4. Les acquis de *Imagine* 11

3.5. Débats 12

4. Que faire ensuite ? Pour qui ? Pour quoi ? Comment ? 12

4.1. L'enseignement de la prospective 12

4.2. La formation continue et l'enseignement à distance 14

4.3. L'expérience de l'ISMAL dans la formation à *Imagine* 14

4.4. Débats 14

5. Conclusions 15

Liste des Sigles 17

Annexe 1 18

Annexe 2 19

LES ATOUTS DE LA METHODE IMAGINE
ANALYSE SYSTEMIQUE ET PROSPECTIVE DE DURABILITE
COMPTE-RENDU DU SEMINAIRE MEDITERRANEEN, 21 AVRIL 2008, SOPHIA-ANTIPOLIS (FRANCE)

INTRODUCTION

Depuis 2000, le Plan Bleu et le Dr Simon Bell ont développé, expérimenté et consolidé la méthode *Imagine* qui s'adresse à des groupes d'acteurs concernés par un même territoire ou un même contexte. *Imagine* propose une combinaison de méthodes et d'outils pour décrire, évaluer et explorer le niveau de durabilité d'un éco-socio-système dans le passé, le présent et l'avenir, au moyen d'indicateurs et dans une démarche participative considérant les acteurs locaux comme experts à leur niveau.

Imagine se déroule en quatre phases (Figure 1) et se fonde sur quatre principes majeurs, à savoir :

- L'approche systémique qui permet de considérer la zone étudiée dans sa globalité ;
- La prospective et la méthode des scénarios pour éclairer les actions présentes et orienter les stratégies à la lumière d'images du futur ;
- Les indicateurs de durabilité pour se situer aussi concrètement et quantitativement que possible dans un processus de développement durable ;
- Les méthodes participatives s'appuyant sur l'expertise des acteurs locaux et leur fournissant les moyens de concevoir et de maîtriser leur propre projet d'aménagement et de développement.

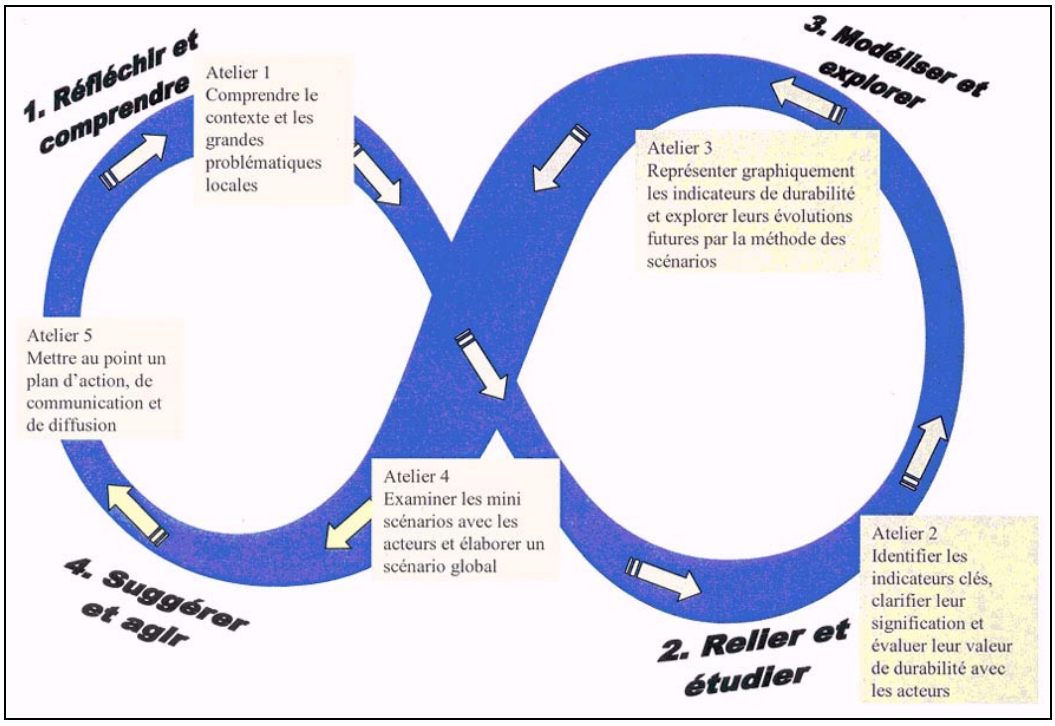

Figure 1 Les quatre phases de la méthode *Imagine*

La méthode *Imagine* a été utilisée dans les Programmes d'Aménagement Côtier (PACs) mis en œuvre par le Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM) à Malte (2000-2002), au Liban (2002-2003),

en Algérie (2003-2004), en Slovénie (2005) et à Chypre (2006-2007). Dans ce cadre, le Plan Bleu a joué un rôle de facilitateur pour que les équipes locales s'approprient la méthode et l'appliquent dans les zones côtières objets du PAC. Des praticiens de la méthode ont ainsi été formés et, dans certains cas, ont encouragé son utilisation dans d'autres projets similaires.

La complexité des problématiques auxquelles sont confrontées les zones côtières a conduit, en janvier 2008, à l'adoption d'un Protocole additionnel à la Convention de Barcelone : le Protocole pour la Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC). Par ailleurs, l'importance des zones côtières se traduit par une demande croissante d'accompagnement de projets de territoires. Pour répondre à ces enjeux et à ces demandes nouvelles, le réseau d'experts ayant utilisé la méthode *Imagine* constitue un réservoir incomparable de compétences et de savoir-faire qu'il convient de mieux et davantage mobiliser.

C'est la raison pour laquelle, le Plan Bleu a organisé, le 21 avril 2008 à Sophia-Antipolis (France), un séminaire sur « Les atouts de la méthode *Imagine* ». Les objectifs de ce séminaire étaient de faire se rencontrer et débattre les praticiens de la méthode et des utilisateurs potentiels, et d'encourager un transfert de savoir-faire en montrant les acquis de la méthode et en organisant des débats sur les conditions de ce transfert (Cf. Annexe 1 : Programme). Ce séminaire *Imagine* a rassemblé une quarantaine de participants venant de 10 pays ainsi que des représentants du système de Barcelone (Cf. Annexe 2 : Liste des participants).

Après l'ouverture par M. Henri-Luc Thibault, directeur du Centre d'Activités Régionales du Plan Bleu, Mme Élisabeth Coudert et le Dr Simon Bell ont rappelé le contexte tant conceptuel qu'institutionnel dans lequel *Imagine* a été développé, ses fondements théoriques et ses caractéristiques. Les travaux du séminaire se sont ensuite structurés autour de quatre sessions respectivement dédiées aux principaux résultats de *Imagine* dans les PACs, à la place de *Imagine* dans les PACs et dans le processus de GIZC, à l'utilisation de *Imagine* dans d'autres contextes et, enfin, à l'enseignement de la prospective en général et de *Imagine* en particulier. Ils se sont terminés par une réflexion sur l'importance de l'approche prospective et le devenir de la méthode *Imagine*.

Le présent rapport rend compte des communications présentées et des débats auxquels elles ont servi de support. Toutes ces communications, ainsi que le présent compte rendu sont téléchargeables sur le site du Plan Bleu http://www.planbleu.org/.

1. LES RESULTATS DE *IMAGINE* DANS LES PROGRAMMES D'AMENAGEMENT COTIER DU PAM

1.1. PAC « Malte »

Au cours de la présentation de l'application de *Imagine* dans le PAC « Malte », M. Anthony Ellul souligne que l'un des aspects le plus intéressant de la méthode concerne la capacité de la dimension prospective à étendre l'utilisation des indicateurs de la situation actuelle aux situations futures, permettant ainsi d'identifier les voies et moyens pour atteindre le scénario souhaité. A son avis, il est très important d'impliquer les parties prenantes dès le début comme de définir clairement ce que l'on entend par durabilité. Pour lui, un point très positif de *Imagine* dans le cadre du PAC Malte a été de rassembler et faire travailler ensemble des experts thématiques provenant de différents secteurs, leur offrant une rare occasion de discuter et de débattre de leurs projets et problèmes communs, par

exemple tourisme et agriculture. Les résultats de *Imagine* n'ont pas eu de suite après la fin du PAC, ce qui constitue un point négatif. Cependant la méthode a été présentée lors d'un atelier du projet DEDUCE (Développement Durable des Côtes Européennes) afin d'en montrer la capacité à utiliser les indicateurs de durabilité pour l'élaboration de scénarios et la formulation de politiques.

1.2. PAC « Zone côtière algéroise »

Selon M. Mohamed Larid, les points forts de *Imagine* dans le PAC « Zone côtière algéroise » concernent en particulier l'effet mobilisateur de la méthode qui rassemble des acteurs d'horizons variés pour réfléchir à la durabilité de la zone côtière algéroise, sa capacité à amorcer la multidisciplinarité et le décloisonnement entre spécialités ainsi qu'à mutualiser les intérêts et préoccupations et à engager une dynamique intersectorielle en offrant un lieu pour débattre en commun de problèmes, objectifs et actions. *Imagine* constitue également un outil d'aide à la décision en mesure d'orienter programmes et actions ainsi qu'un outil d'observation et de suivi du développement durable dans les territoires côtiers concernés. Le caractère systémique de la méthode a en outre permis d'identifier les enjeux et priorités pour l'éco-socio-système algérois comme sa dimension prospective a permis d'identifier des objectifs de durabilité pouvant servir de repères sur le chemin de la gestion intégrée de la zone. Enfin la méthode a conforté la dynamique participative, aspect essentiel de la GIZC.

M. Larid relève les difficultés de mise en œuvre suivantes : le manque d'indicateurs de gouvernance, la difficulté pour définir la bande d'équilibre de certains indicateurs dans le domaine de la biodiversité et de la sismicité, le manque de données rétrospectives et actuelles rendant difficile le calcul des indicateurs, la sélection des indicateurs-clés (qu'est-ce qu'un indicateur-clé ?), la concomitance de l'analyse de durabilité[1] avec les activités thématiques alors qu'elles devraient être décalées dans le temps, le traitement insuffisant de la cohérence et de la compatibilité du scénario global, le faible niveau décisionnel de la plupart des participants ainsi que le changement fréquent des représentants sectoriels ou institutionnels.

1.3. PAC « Slovénie »

L'analyse de l'utilisation de *Imagine* dans le PAC « Slovénie » par M. Igor Maher montre que, en tant que projet horizontal, *Imagine* a permis de mettre en relation les personnes des différents projets du PAC, notamment par son approche holistique, et de trouver les « lignes rouges » du programme au moyen de l'analyse systémique et de la construction de scénarios. Les obstacles à surmonter pour réussir concernent notamment la présence d'un noyau permanent de personnes aux ateliers, l'harmonisation dans le temps avec les autres projets du PAC, la disponibilité de données en temps voulu, l'utilisation des résultats dans les autres projets.

M. Igor Maher relève comme principaux résultats : la participation de plus de 50 personnes aux cinq ateliers de deux jours sur une période de six mois ; des projections des valeurs de 20 indicateurs selon un scénario tendanciel et un scénario de développement durable ; des scénarios de développement pour la Côte et le Carst ; des groupes de travail mixtes mêlant ONG et administrations à la même table ; un haut niveau de coopération et de satisfaction par rapport aux

[1] L'appellation « analyse de durabilité » désigne *Imagine* dans le PAC « Zone côtière algéroise ». A l'époque, la méthode portait encore le nom d'« analyse systémique et prospective de durabilité » qui a été simplifié en « analyse de durabilité ». C'est le terme maintenant utilisé dans les documents en français.

résultats parmi les participants et les organisateurs ; une excellente participation des utilisateurs finaux des résultats des projets du PAC –tous les objectifs ayant été réalisés.

Parmi les « occasions manquées », M. Igor Maher indique qu'une harmonisation encore plus poussée du PAC aurait été possible, qu'une mauvaise synchronisation de l'ensemble du PAC a rendu difficile l'utilisation des résultats de ***Imagine*** et, d'une manière générale, que les potentialités et les avantages de ***Imagine*** ont été sous-estimés.

En ce qui concerne les utilisations ultérieures de ***Imagine***, M. Igor Maher constate qu'il est difficile de relancer la dynamique si on laisse la démarche en veille plus d'un an et de répéter l'ensemble du processus, que les données, scénarios et indicateurs sont essentiels pour la réussite de la démarche et, enfin, que les méthodes coûts / bénéfices prescrites et les règlements des appels d'offre constituent des « tueurs » pour ***Imagine***.

Actuellement, ***Imagine*** contribue à l'élaboration du « *Regional Development Programme 2007-20013* » pour les données de base et les scénarios ainsi qu'à l'extension du port de Koper en fournissant des scénarios possibles et un outil de médiation. En outre, différents éléments de la méthode ***Imagine*** sont utilisés quotidiennement pour l'élaboration de scénarios (plans municipaux…) et la présentation d'indicateurs au public (les schémas AMOEBA). Enfin ***Imagine*** constitue un outil de médiation extrêmement utile.

1.4. PAC « Chypre »

Après une rapide présentation du PAC « Chypre » dans son ensemble (contexte, centres d'intérêts et activités), M. Glafkos Constantinides explique les trois points essentiels auxquels ***Imagine*** devait apporter une réponse :

- Défi : passer de la conscience à l'utilisation –ou comment atteindre les décideurs ;
- Contribution : passer du domaine technique à la définition d'un langage de la durabilité reflétant les perceptions et les intérêts locaux ;
- Occasion : passer de la participation centrée sur les priorités des technocrates aux perceptions et connaissances des acteurs locaux –ou moins de physique, chimie, biologie… et plus d'imagination sociologique.

Selon M. Glafkos Constantinides, les facteurs cruciaux de réussite comprennent une large participation et une implication énergique, l'accès à « l'imagination » des experts techniques et l'acceptation des avis locaux (apprentissage d'un nouveau langage). Les éléments les plus importants à bien comprendre englobent :

- La dépendance à l'égard d'experts enthousiastes et subtils pour passer le message ;
- La participation en tant qu'Efficacité et en tant que Démocratie ;
- La participation n'est pas qu'une question de législation, elle nécessite de « *l'imagine-ation* » pour créer un langage commun afin de discuter des menaces sur les ressources littorales et des tendances durables.

M. Glafkos Constantinides estime que ***Imagine*** a donné l'occasion : d'apprendre à imaginer le futur ; de faire du futur un facteur de l'équation actuelle de la problématique littorale Environnement / Développement ; de penser l'eau, le sol, le bâtiment et la plage comme des « questions à négocier » plutôt que comme des faits techniques de quantité et de qualité ; de comprendre que la négociation nécessite une parité de connaissance et de compétence (populations locales Vs bureaucratie).

En conclusion, M. Glafkos Constantinides indique que ***Imagine*** soutient la participation publique dans le cadre de la GIZC mais qu'il convient de prendre garde à ne pas dénouer les liens avec les

politiques et à intégrer le langage économique pour toucher les bailleurs de fonds comme d'arriver à ce que les scientifiques revoient leurs méthodes.

1.5. PAC « Liban »

En l'absence des responsables du PAC « Liban », Mme Élisabeth Coudert rappelle que, dans le cadre de ce PAC, *Imagine* a permis d'analyser le niveau de durabilité dans trois communes côtières libanaises selon six indicateurs communs : les schémas AMOEBA montrent d'une manière très éclairante les différences de durabilité de chaque indicateur dans les trois zones et, donc, les pistes de travail.

Une autre particularité du PAC Liban résidait dans l'imbrication des niveaux d'utilisation de la méthode *Imagine*: local (communes côtières), régional (toute la côte libanaise au Sud de Beyrouth) et national (l'ensemble du littoral libanais).

2. LA PLACE DE *IMAGINE* DANS LES PACS ET LA GIZC

2.1. Le Protocole GIZC, les PACs du PAM, *Imagine*

M. Ivica Trumbic, directeur du Centre d'Activités Régionales du Programme d'Actions Prioritaires, rappelle que six années de négociations ont été nécessaires pour que les Parties à la convention de Barcelone adoptent le Protocole relatif à la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) de la Méditerranée en janvier 2008 à Madrid (Espagne).

La GIZC se définit de la manière suivante : c'est un processus dynamique de gestion et d'utilisation durables des zones côtières, prenant en compte simultanément la fragilité des écosystèmes et des paysages côtiers, la diversité des activités et des usages, leurs interactions, la vocation maritime de certains d'entre eux, ainsi que leurs impacts à la fois sur la partie marine et la partie terrestre.

Le Protocole GIZC constitue une étape capitale dans l'histoire du Plan d'Action pour la Méditerranée. Instrument légal unique en son genre au niveau international, tourné vers l'avenir et proactif, il a pour objectif de prévenir et pas seulement de réagir aux problèmes côtiers. D'un champ étendu dans la mesure où il couvre tous les problèmes essentiels concernant l'environnement littoral et sa protection au cours du XXIe siècle, il intègre l'ensemble des acteurs concernés par l'espace terre / mer.

M. Ivica Trumbic explique que le Programme d'Aménagement Côtier (PAC) est un des plus importants programmes du PAM, pour promouvoir le développement durable et la GIZC (et ses outils) afin de résoudre les problèmes prioritaires de gestion littorale. Privilégiant l'approche participative, sa mise en œuvre repose sur des équipes nationales et des experts internationaux supportés par les Centres d'Activités Régionales. Les projets du PAC ont notamment pour objectifs de développer des instruments et des procédures appropriés pour le développement durable dans les zones concernées, d'identifier et d'appliquer des outils et des méthodes pertinents, de contribuer au renforcement de capacité aux niveaux local, national et régional et, enfin, d'assurer une large diffusion des résultats autour de la Méditerranée.

M. Ivica Trumbic souligne que *Imagine* constitue un outil pour la mise en œuvre des objectifs et des principes de la GIZC. Dans les PACs, *Imagine* est un élément important pour le développement de réflexions et de visions stratégiques comme pour le développement d'approches participatives, ouvertes et démocratiques. Comme résultats, *Imagine* compte notamment à son actif la sélection et l'utilisation prospective des indicateurs de durabilité de même que la méthode contribue à une conscience accrue de l'importance de la planification stratégique. En outre la méthode est intégrée dans les activités sectorielles des PACs et dans les résultats globaux de la GIZC.

Des pistes d'améliorations concernent notamment la participation aux ateliers (assiduité, qualité). Il conviendrait également de s'interroger sur les points suivants : *Imagine* est-il un exercice de simulation ou donne-t-il une véritable vision de la durabilité ? Quels critères de qualité rechercher pour l'intégration des résultats de *Imagine* dans les produits sectoriels et GIZC des PACs ? Un Forum ou Conseil pérenne ne serait-il pas nécessaire pour la mise à jour régulière, l'organisation participative permanente, l'information des politiques et parties prenantes ?

M. Ivica Trumbic conclut en indiquant que les prochains PACs se dérouleront au Maroc et en Espagne, trois autres étant en préparation au Monténégro, en Italie et en France. Ils comprendront une approche participative, notamment par une analyse des parties prenantes commune au PAC et à *Imagine*, et donneront l'occasion de faire évoluer *Imagine* vers un véritable outil de prise de décision. Il pense que l'aide du Plan Bleu est nécessaire pour l'utilisation de *Imagine* dans les PACs.

2.2. Débats

Après les présentations relatives à l'utilisation de *Imagine* dans les PACs et son rôle dans le GIZC, un large débat s'engage où diverses opinions s'expriment.

Suite à des questions, M. Ivica Trumbic indique qu'il a été impressionné par les résultats de *Imagine* sans y avoir été engagé directement. Pour lui la technique est attractive, la participation des décideurs et l'appropriation par ces derniers posant cependant problème. Leur plus grande implication fournirait des bénéfices certains. Il précise que les problèmes étaient similaires durant la 1ère génération du PAC : les décideurs étaient également insuffisamment impliqués alors qu'une méthode différente était utilisée pour la mise en œuvre de la prospective au niveau local. Actuellement *Imagine* aide à capitaliser les expériences et donc les participants contribuent davantage à la construction des PACs.

M. Nacer Riad Bendaoud, président de l'Association écologique de Boumerdès, remarque que le PAC est techniquement très bien mais qu'il n'y a pas de suites données ni de mise en œuvre des actions identifiées, faute d'engagement politique. Il se pose la question de l'utilité du PAC s'il ne débouche sur rien. À son avis, on court après la durabilité, comme le montre la loi Littoral en Algérie qui n'avance pas. Il estime que les relations organiques du PAM avec les Etats sont à améliorer et les relations du PAC avec le contexte local (universités…) à revoir.

M. Nacer Riad Bendaoud souligne par ailleurs que l'utilisation de l'économie de l'environnement permettrait de mieux prendre en compte les problèmes de l'environnement (exemple : l'autoroute dans le parc El Kala). Il estime également que le PAC devrait avoir des crédits ainsi que ses partenaires.

M. Farid Yaker, président de Ecomed 21 et expert pour le Plan Bleu dans le PAC « Zone côtière algéroise », considère lui aussi que la première difficulté réside dans la réelle participation des parties prenantes ayant leur mot à dire sur la durabilité : taux de renouvellement élevé, niveau de

représentation, problème pour garantir la pérennité du groupe d'acteurs/participants. Il indique que des difficultés sont parfois apparues dans le choix des indicateurs et que le problème pour trouver le dépositaire du travail *Imagine* et continuer à développer les outils n'est pas résolu, alors que l'ISMAL serait tout indiqué. Pour lui, la mise en œuvre de *Imagine* en Algérie a été exemplaire d'une bonne coopération Nord / Sud avec des apports significatifs du Sud sur la méthode. Il souligne l'importance de l'engagement politique pour le suivi des indicateurs et plaide pour ne pas abandonner l'outil qui, selon lui, devrait être sur le bureau du ministre.

M. Farid Yaker insiste sur la nécessité de construire un outil pérenne à partir du processus *Imagine*, au niveau national en relation avec les outils statistiques nationaux, le lien avec la statistique étant très important. L'outil résultant de *Imagine* constitue une aide à la décision et peut interpeler les décideurs mais il faut travailler davantage à la mise en œuvre concrète des orientations. Un réseau méditerranéen pourrait être mis en place.

Pour M. Sébastien Treyer, enseignant-chercheur AgroParisTech/ENGREF, on peut s'autoriser à faire un diagnostic présent / futur sans disposer de toutes les données ; *Imagine* permet de faire une analyse de la situation et de réfléchir à l'avenir. Même si la mise en cohérence des actions reste à améliorer, il retient que la méthode a instauré le nécessaire débat entre les différents secteurs économiques et que les résultats constituent des repères pour des évaluations futures. Si l'outil n'est pas encore sur le bureau du ministre, il est à disposition d'acteurs tels les ONG, leur permettant d'interpeller les autres acteurs pour engager un débat pluraliste sur les programmes d'aménagement, le devenir des territoires, les politiques, etc –voire pour demander des comptes.

Après avoir entendu les expériences des autres, l'analyse de durabilité paraît très attrayante à Mme Maria Snoussi, université Mohamed V et chef de projet national PAC « Maroc ». La méthode *Imagine* lui semble indispensable dans un PAC et elle souhaite l'utiliser au Maroc. Elle considère que c'est une chance pour le PAC « Maroc », en cours de démarrage, de pouvoir profiter des expériences précédentes. A son avis, il serait très intéressant de travailler avec les collègues algériens pour mettre en œuvre *Imagine* parce que, d'une part, il existe une grande similarité des problématiques et que, d'autre part, la coopération Sud / Sud en serait renforcée. Elle se pose cependant des questions sur l'évolution de l'analyse de durabilité et sur ce que va faire le Plan Bleu. Elle se demande également comment travailler sur la GIZC et l'analyse de durabilité dans le PAC, sachant que ces deux perspectives sont suivies par des organismes internationaux différents. Elle indique par ailleurs que, dans le cadre du renforcement de capacité au niveau national, la méthode *Imagine* sera introduite dans un programme de formation de niveau Master. En ce qui concerne l'après-PAC, elle estime que les organismes internationaux et nationaux (PAM, États…) doivent s'impliquer dans les investissements nécessaires.

M. Daniel Drocourt, coordonnateur « 100 sites historiques méditerranéens », rappelle combien l'intégration des sites historiques et de l'aspect culturel est importante. La dimension historique, les lieux de vie et leurs aspects sociaux sont également à prendre en compte. De ce point de vue, la bande côtière du Rif présente une grande richesse.

Mme Tatiana Hema, administrateur de programmes PAM/MEDU, fait part de l'expérience nationale en Albanie où il y a eu une participation dés le début du projet et la prise en compte des priorités nationales, mais pas de financement pour les projets identifiés par le PAC. Selon elle, il conviendrait d'introduire les actions après-PAC dans les plans nationaux de développement durable pour pouvoir attirer les bailleurs de fonds.

M. Houssine Nibani, secrétaire général association AZIR Al Hoceima, remarque que la mise en œuvre de *Imagine* rassemble deux types d'acteurs : les administratifs et les partenaires locaux (ONG et secteur privé). Il note qu'il n'y a pas d'indicateurs sur la participation alors qu'il serait

nécessaire d'évaluer progressivement la participation des différents acteurs. C'est aussi un projet de mise en interface des différents acteurs.

Selon M. Jacques Denis, responsable GIZC IFREMER, il manque tout un pan d'indicateurs liés à la gouvernance et à la participation, ainsi que des indicateurs pour mesurer les progrès dans la mise en œuvre de la gestion intégrée.

Pour Mme Selmin Burak, université d'Istanbul, il s'agit de savoir si les pays sont satisfaits de leur législation / gestion des zones côtières. Si non, on pourrait utiliser la méthode *Imagine* dans les études d'impact.

M. Simon Bell considère que la crédibilité de la méthode doit être montrée, éventuellement en commençant à travailler avec des groupes ciblés (seniors ?). Par ailleurs, les tensions existantes entre les directives/législations internationales et les besoins locaux ne sont pas à ignorer. Il faut en tenir compte dans le processus, ce que l'on a essayé de faire dans tous les PACs.

Pour Mme Françoise Breton, directrice adjointe ETC-LUSI, la méthode est intéressante, un des points forts étant l'appropriation de la durabilité par les acteurs au niveau local. Elle se demande comment cette approche du bas vers le haut peut être compatible avec une approche au niveau du bassin, comment concilier le travail à différentes échelles pour, par exemple, hiérarchiser les actions liées aux indicateurs-clés en fonction des contextes local / global et des priorités nationales / régionales.

3. *IMAGINE :* AUTRES EXPERIENCES ET POTENTIEL

3.1. Academy for Sustainable Communities (ASC)

Mme Gill Taylor, directrice de ASC, définit en premier lieu ce qu'est une « communauté durable » : c'est un lieu où la population désire vivre et travailler, aujourd'hui et dans le futur. Ce lieu répond aux besoins actuels et futurs des résidents, se préoccupe de son environnement et offre une haute qualité de vie. C'est un endroit sûr et intégré, bien planifié, construit et organisé, offrant à tous égalité des chances et services de qualité.

Pour que de tels lieux fleurissent, il est nécessaire de disposer de suffisamment de personnes possédant les connaissances et les compétences requises pour travailler avec les populations locales à leur développement. ASC est le centre national d'excellence pour développer cette capacité pour l'ensemble des professions et des secteurs impliqués, aussi bien publics que privés.

Dans ce cadre, ASC utilise son programme phare « Creating Sustainable Communities » ou « Créer des Communautés Durables », qui constitue un module pour l'enseignement supérieur et qui a été développé en utilisant la méthode *Imagine*.

Il s'agit d'un module multidisciplinaire d'apprentissage pour augmenter le savoir et la connaissance, casser l'isolement, développer les compétences générales et promouvoir l'importance de la formation continue. Ce module permet aux enseignants et aux formateurs d'assurer des programmes interdisciplinaires centrés sur le développement des compétences pour les professionnels des communautés durables.

Il couvre de nombreux aspects, tels que : les politiques économiques, sociales et environnementales concernant les communautés durables ; les interactions entre les différentes professions ; les

compétences pour concevoir et diriger des communautés durables ; la communication ; la participation de la population à la conception de lieux durables..

Encore dans une phase pilote, le module d'enseignement a été utilisé dans plusieurs universités ainsi qu'auprès de groupes locaux de praticiens. Les réactions des participants sont très positives et de nombreuses demandes d'accréditations émergent, venant d'universités et d'organismes professionnels.

A l'avenir, ASC continuera à développer des programmes pour répondre aux besoins des praticiens des communautés durables, dans un esprit d'adaptabilité et de flexibilité.

3.2. *Imagine* dans les projets européens

Mme Françoise Breton, directrice adjointe, explique que le Centre Thématique Européen Utilisation du Sol et Information Spatiale (ETC-LUSI en anglais) est un consortium international piloté par l'université autonome de Barcelone pour assister l'Agence européenne de l'environnement (AEE).

Les activités du Centre concerne : la collecte de données et la gestion des bases de données européennes ; l'analyse intégrée comprenant le développement d'indicateurs et l'analyse spatiale multi-scalaire (du local au global) ; le développement de la méthode de comptabilité LEAC (Land and Ecosystem Account), de scénarios et de perspectives ; l'élaboration de rapports ; la création, la maintenance et la dynamisation de réseaux comme EIONET (European Environment Information and Observation Network).

Depuis 2001, la collaboration du Centre avec le Plan Bleu a porté sur : la définition de 28 indicateurs pour la GIZC en liaison avec les indicateurs de développement durable (IDD) du Plan Bleu ; le projet DEDUCE (calcul des 28 indicateurs à plusieurs échelles) ; la construction d'indicateurs spatialisés (LEAC) ; le développement de scénarios en liaison avec les scénarios du Plan Bleu pour la Méditerranée et la méthode *Imagine* ; les rapports de l'AEE sur l'état des littoraux (le premier publié en 2006 et le prochain prévu en 2009 avec l'opportunité d'insérer un encadré sur l'expérience *Imagine*).

Un projet commun pour 2009-2013 Interreg IIIC « MESMED » est en cours d'élaboration, pour développer des outils pour mesurer la durabilité des zones côtières et de la mer Méditerranée. Ce projet comprend : le choix d'IDD et une analyse spatiale avec LEAC ; la définition de seuil de durabilité pour chaque indicateur, la recherche d'alternatives et le développement de scénarios avec *Imagine* ; la synergie des méthodes LEAC, DEDUCE et *Imagine*. Ce projet servira la coopération régionale en Méditerranée à travers le développement d'un système de données à différentes échelles. Il sera élargi à tout le bassin pour travailler avec les pays du Sud.

Le Centre participe à d'autres projets méditerranéens tels que l'Observatoire des zones humides de la Méditerranée, à l'initiative de la Tour du Valat avec la participation de Medwet. Ce projet associe les méthodes LEAC et *Imagine* pour la cartographie des zones humides, la comptabilité des changements d'usage des sols, la comparaison avec les données Corine Land Cover, l'approche participative locale et la réflexion sur le long terme.

3.3. Utilisation de *Imagine* dans des organisations

L'utilisation de *Imagine* dans les entreprises et / ou les institutions a été expérimentée au Royaume-Uni et au Plan Bleu, comme l'expliquent Simon Bell et Élisabeth Coudert.

Au Royaume-Uni, Simon Bell précise avoir utilisé *Imagine* comme une boite à outils, se servant de certains éléments de la méthode pour mener une analyse prospective de durabilité au sein d'organisations. La méthode a été adaptée à ce contexte et ces exercices de simulation se sont déroulés en cinq sessions sur deux jours.

Au Plan Bleu, la méthode *Imagine* a été utilisée pour mener une réflexion sur l'état de durabilité de la structure, en huit sessions sur deux jours. Des indicateurs de durabilité ont été définis ainsi que leur seuil de durabilité, ce qui a permis de réfléchir à leur devenir. Des pistes de réflexion ont été identifiées pour définir de nouvelles orientations stratégiques.

3.4. Les acquis de *Imagine*

Simon Bell explique que les apports de la méthode *Imagine* concernent principalement trois domaines : le développement durable, différents groupes de personnes, l'intelligence collective. Il estime que jusqu'à maintenant *Imagine* a fourni des avantages à court terme dans la mesure où de nouvelles itérations de la méthode à un horizon plus lointain seraient nécessaires pour créer des avantages à long terme.

Le développement durable suscite un intérêt croissant et *Imagine* participe maintenant au débat sur ce thème, est présent dans la littérature et dans les conférences internationales (telles que Annual International Conferences in Sustainable Development) et a été mis en œuvre dans de nombreux sites.

Autour de la Méditerranée et au Royaume-Uni, la mise en œuvre de *Imagine* a permis de collaborer avec la communauté universitaire, le monde du travail, les populations locales, les professionnels…

En terme d'intelligence collective, l'application de *Imagine* a autorisé de riches débats au-delà des différences ethniques, religieuses et économiques comme elle a aidé au partage d'opinions et à une compréhension systémique et globale.

Élisabeth Coudert souligne que l'utilisation de la méthode *Imagine* en Méditerranée et au Royaume-Uni est à l'origine d'un réseau d'experts et de praticiens, formés à son application dans différents contextes et situations, aptes à former à leur tour d'autres praticiens. Elle considère que la méthode a montré ses capacités à décloisonner le travail des acteurs sur un territoire, à les faire travailler ensemble pour penser et définir un avenir durable commun, à donner une information attractive sur des situations complexes avec les graphiques AMOEBA. De même la méthode a démontré qu'elle pouvait donner un aspect ludique à des exercices compliqués et difficiles, qu'elle était porteuse de convivialité et utilisable à plusieurs échelles.

Concernant la diffusion, tous les documents relatifs à la méthode *Imagine* et à son utilisation dans le cadre des PACs sont téléchargeables sur le site web du Plan Bleu. Outre la publication d'un « Cahier du Plan Bleu »[2], *Imagine* a fait également l'objet d'articles et de présentation dans des conférences internationales (MEDCOAST…).

[2] Bell, S. and Coudert, E. (2005). A Practitioner's Guide to '*Imagine*': The Systemic and Prospective Sustainability Analysis. Sophia-Antipolis, UNEP/MAP/Blue Plan.(Blue Plan Papers N°3).
Bell, S. et Coudert, E. (2006). Guide d'utilisation de '*Imagine*' : Analyse Systémique et Prospective de Durabilité. Sophia-Antipolis, PNUE/PAM/Plan Bleu. (Les Cahiers du Plan Bleu 3).

3.5. Débats

M. Sébastien Treyer revient sur la question de l'économie de l'environnement, évoquée par Igor Maher comme potentiellement dangereuse (« *Imagine* killer »). Selon lui, on a besoin d'analyses coûts / bénéfices pour éclairer le débat mais il faut les utiliser au bon moment. On a besoin de passer par la prospective avant l'analyse économique. Par exemple dans la « Prospective Seine », on n'aurait peut-être pas pu sensibiliser à la nécessité de préserver les écosystèmes Zones Humides si on était allé directement à l'analyse économique sans passer par la prospective, même si l'analyse économique a pu mettre en avant les services rendus par les zones humides.

Mohamed Larid explique qu'il faut certes que la réflexion débouche sur des applications concrètes mais en fonction des contextes. L'analyse de durabilité est une analyse sur le long terme, balisant un chemin que la GIZC va emprunter et où des balises / garde-fous facilitent le cheminement.

M. Abdelaziz Adidi observe que des problématiques communes se posent sur les deux rives de la Méditerranée, comme par exemple :

- Le caractère participatif où il s'agit de trouver un bon équilibre entre caractère ludique et sérieux de la démarche ;
- Le problème du manque d'informations ;
- La prédominance de l'approche sectorielle liée au système de gouvernance, le manque de pouvoir de décision des représentants des services déconcentrés dans certains pays, obligés de s'en remettre aux services centraux.

Mme Silvia Laria, Plan Bleu, relève une différence entre l'application de la méthode au niveau d'un territoire et celle au niveau d'un organisme : dans le premier cas, il s'agit de personnes venant d'horizons différents ; dans le second cas, les personnes se connaissent et sont habituées à se parler. Compte tenu des difficultés à joindre le niveau politique avec les résultats de l'exercice, la grande question est de savoir comment mieux valoriser les résultats obtenus.

Mme Tatiana Hema voit l'intérêt de la méthode pour mettre en place des indicateurs d'évaluation du travail du PAM dans le domaine de la coopération et pense qu'elle serait à utiliser par les différents CARs.

M. Houssine Nibani indique que le Maroc met en place des projets en faveur du développement durable (parcs éoliens, etc.) mais qui ne corrigent pas les effets du changement climatique sur la biodiversité.

Selon M. Glafkos Constantinides, les indicateurs sont un outil. Il souligne que l'on ne doit pas oublier les aspects de gouvernance et qu'il faut parler de la durabilité de la gouvernance elle-même ; c'est le plus important.

4. QUE FAIRE ENSUITE ? POUR QUI ? POUR QUOI ? COMMENT ?

4.1. L'enseignement de la prospective

M. Sébastien Treyer montre qu'après un passage à vide dans les années quatre-vingt, les besoins de prospective connaissent un renouveau depuis les années quatre-vingt-dix avec notamment la montée en puissance des questions d'environnement. Ceci est confirmé depuis 2000 avec les incertitudes du

changement climatique, les trajectoires de développement durable et la participation du public aux débats sur les programmes à long terme (Cf. la convention d'Aarhus).

Des travaux divers et nombreux ont fourni des états des lieux prospectifs (changement climatique, évaluation des écosystèmes pour le millénaire, AEE, directive cadre sur l'eau…). Ils ont contribué aux débats sur les politiques nationales ou européennes (agriculture / environnement, pêche et approche écosystémique) comme à la concertation locale et au développement local (prospective territoriale et pour la gestion des ressources) ainsi qu'à la prospective technologique pour la programmation de la recherche (« *Foresight* »).

La prospective poursuit deux objectifs généraux et conjoints mais qui suivent des règles différentes selon les types de mission. Il s'agit (i) d'améliorer la connaissance pour la décision stratégique à long terme, en explorant des futurs possibles qui vont constituer le contexte d'action (exemples : prospective d'entreprise, exercices stratégiques) et (ii) d'améliorer la mobilisation d'un réseau d'acteurs, en instaurant un processus de travail en groupe et d'apprentissage collectif (exemples : « prospective du présent », participation du public, large délibération).

Il existe plusieurs besoins de formation à la prospective, à articuler entre eux, notamment :

- Comprendre les enjeux et l'utilité d'une démarche prospective, ce qui demande d'identifier les objectifs possibles d'une prospective et l'utilisation qui pourra en être faite (comme l'ouverture d'un débat sur un thème stratégique, la mise en réseau des acteurs…) ainsi que d'avoir la capacité d'évaluer si la prospective est bonne ou non et si les objectifs sont atteints. La prospective se présente comme un effort de mise en critique des anticipations et des débats sur l'avenir.
- Mesurer l'envergure de la démarche prospective et l'adapter au contexte. Une prospective n'est pas nécessairement un exercice de quatre ans avec un rapport de 600 pages et peut apporter une valeur ajoutée même avec des moyens limités.
- Donner de l'importance aux études de cas qui doivent être suffisamment variées.
- Faire pratiquer la méthode pour saisir où sont les choix méthodologiques principaux, pour pouvoir être en mesure de la reproduire et pour mesurer l'importance des choix de procédure et d'animation.

Les besoins de formation en prospective concernent de nombreux acteurs, parmi lesquels on peut citer les décideurs et les élus, les chargés d'études en collectivité locales, les chercheurs en écologie ou en économie, les consultants en prospective. La formation (initiale et continue) constitue un enjeu majeur pour les ingénieurs et aménageurs tout au long de leur carrière. De même il s'agit d'accompagner les administrations techniques pour que la prospective fasse partie de la culture commune.

L'offre de formation s'organise autour de plusieurs pôles, comme par exemple : la capitalisation importante existante chez les consultants et les bureaux d'études, l'inscription académique autour des sciences du management stratégique, le réseau de prospective territoriale (réseau national en France, effort de structuration par la DG Régions à la Commission européenne…), des réseaux autour de la prospective technologique (ERA Nets comme ForSciety, European Foresight Monitoring Network,…).

L'offre de formation en prospective reste à organiser et à compléter dans les instituts de formation des ingénieurs et dans les centres de formation continue, en utilisant les exemples existants pour convaincre.

4.2. La formation continue et l'enseignement à distance

Simon Bell précise que la méthode *Imagine* est utilisée au Royaume-Uni aussi bien dans des établissements d'enseignement supérieur que pour la formation continue. Cette dernière s'adresse aux populations locales, aux agences et organismes du secteur public et privé ainsi qu'à des groupements de professionnels.

Pour le futur, Simon Bell espère une large utilisation de la méthode en Méditerranée et son adoption par des groupes locaux, *Imagine* devant être continuellement nourrie et suivie. Ces développements se feraient dans un centre méditerranéen. Il pense à des évolutions possibles pour disposer d'un enseignement de *Imagine* en ligne et interactif, avec des adaptations pour l'Union européenne et les Nations Unies.

4.3. L'expérience de l'ISMAL dans la formation à *Imagine*

À l'Institut des Sciences de la Mer et de l'Aménagement du Littoral (ISMAL), M. Mohamed Larid explique que la méthode *Imagine* a été utilisée par des étudiants pour leur mémoire de fin d'études d'ingéniorat et également introduite dans la formation comme module de 5e année d'ingéniorat en aménagement du littoral. Il souligne que le PAC « Zone côtière algéroise » a fourni une bonne occasion de faire travailler les étudiants sur des cas concrets.

Pour l'instant, deux mémoires ont pris pour thème l'analyse de durabilité d'écosystèmes littoraux, un ensemble dune-plage dans un cas et une zone humide côtière dans l'autre, en suivant les étapes de *Imagine* avec la construction du système côtier à étudier, le choix des indicateurs-clés, la bande d'équilibre, le travail de prospective et enfin le programme d'action. Des AMOEBA ont pu être construites, montrant la durabilité de la zone aujourd'hui et dans 10 ans selon un scénario tendanciel et un scénario alternatif. En outre, une matrice des cohérences entre les actions du scénario global a été élaborée et le jeu des acteurs étudié pour la mise en œuvre du programme d'actions.

Le module « Aménagement du littoral » du programme de 5e année englobe l'analyse de durabilité, abordant successivement cinq points : l'approche conceptuelle avec la systémique, la prospective et la durabilité ; la méthodologie opérationnelle détaillant la démarche générale, les indicateurs-clés et la bande d'équilibre ; les jeux d'acteurs comprenant la participation et la gouvernance, l'identification, leur rôle et influence ; les projections et les scénarios avec les hypothèses, les programmes, les actions ; les applications (études de cas).

En outre l'ISMAL projette d'offrir une formation de spécialité « Prospective et Gestion Intégrée des Zones Côtières », au niveau Master (professionnel et recherche) qui comprendrait entre autres 60 heures d'enseignement en systémique et prospective ainsi que 45 heures en analyse de durabilité.

4.4. Débats

M. Mohamed Larid précise que l'ISMAL s'adresse à de petits effectifs : 20 à 30 étudiants dans la spécialisation « Littoral », 200 à 250 étudiants dans le tronc commun. Pour l'instant l'ISMAL reçoit seulement des étudiants algériens mais un projet est en cours pour accueillir quelques étudiants africains. L'ISMAL n'a pas beaucoup d'expérience en prospective, en projet pour la formation continue.

M. Nacer Riad Bendaoud pense qu'il faut élargir le champ d'intervention de la méthode et que l'on a besoin d'organismes pour s'approprier et suivre la démarche, ce que ne peuvent faire ni les instituts de formation / recherche ni les administrations.

M. Glafkos Constantinides indique que dans le monde anglo-saxon, les choses sont différentes dans les approches de planification urbaine et régionale, avec des techniques souples.

M. Abdelaziz Adidi rappelle qu'il existe une différence fondamentale entre la prospective, pour imaginer et porter l'avenir, et les prévisions établies sur la base de statistiques. Il indique que le Maroc, avec l'appui de la DIACT, a introduit la prospective en ingénierie territoriale et formation continue, avec un enseignement de la prospective territoriale depuis trois ans. La formation à l'INAU a pour objectif de développer la culture du travail en commun. Le cursus d'Ingénierie territoriale comprend le diagnostic, une vision prospective, la mise en œuvre de projet.

Pour M. Houssine Nibani, le but poursuivi est une sensibilisation active en se basant sur des expériences / exemples existants pour convaincre.

5. CONCLUSIONS

M. Henri-Luc Thibault estime que ce séminaire a été l'occasion d'échanges riches et constructifs avec le souci de faire des propositions pour progresser sur le chemin difficile du développement durable. Des discussions et débats, il retient les quelques idées suivantes.

L'intérêt de ***Imagine*** réside dans le décloisonnement des différents secteurs par l'approche systémique des problématiques, l'approche de la durabilité assise sur les indicateurs et la prospective. Ce dernier élément est essentiel mais pas unique : ***Imagine*** n'est pas que de la prospective.

D'une manière générale, ***Imagine*** arrive à faire travailler ensemble des acteurs venant d'horizons différents. De grands progrès ont été faits en ce sens en Méditerranée, mais ils restent insuffisants. En outre après le décloisonnement opéré par la méthode, il existe le risque d'un rapide re-cloisonnement dû au fait que la pluridisciplinarité n'est pas encore ancrée dans la culture commune.

Passer d'une vision partagée à la réalisation de projets concrets reste une difficulté majeure, la méthode ***Imagine*** ne devant pas rester un exercice académique sans mise en œuvre concrète. Il en découle la nécessité d'appropriation, condition de mise en œuvre par les décideurs au plus haut niveau. Il souligne également la nécessité de changer d'échelle, la démarche devant s'accompagner d'une gouvernance forte, alors qu'actuellement on constate la faiblesse de la gouvernance et des moyens disponibles.

M. Henri-Luc Thibault explicite ensuite la position du Plan Bleu :

- Le Plan Bleu n'est pas propriétaire de la méthode ***Imagine*** et ne prétend pas se positionner en accompagnateur systématique de la démarche dans tous les pays méditerranéens, il ne doit pas y avoir de marché « captif » ;
- Il existe maintenant en Méditerranée un réservoir de compétences, notamment dans les centres universitaires, sur lequel il convient de s'appuyer.
- Le réseau d'experts ainsi constitué peut et doit œuvrer à l'amélioration de la méthode et s'en faire l'avocat.
- La mise en œuvre de la méthode ***Imagine*** doit reposer sur des relais dans les pays. Les exemples développés aujourd'hui montrent qu'il y a des expériences très réussies dans les pays méditerranéens.

- Le Plan Bleu va continuer à s'intéresser à ces sujets, à développer des outils, à les adapter à d'autres territoires et à les diffuser.

Il pense que *Imagine* peut utilement servir tant au PAM qu'au Plan Bleu pour organiser les activités.

Il conclut que tout le monde doit œuvrer pour informer de l'existence de ces travaux et promouvoir ces outils : la prospective existe en Méditerranée et ne demande qu'à progresser.

Après avoir remercié chaleureusement les participants pour leurs interventions et leurs contributions aux débats, il clôt le séminaire.

LISTE DES SIGLES

AEE	Agence Européenne de l'Environnement
AMOEBA	Méthode générale pour la description et l'évaluation d'écosystème (en néerlandais)
ASC	Academy for Sustainable Communities
CAR	Centre d'Activités Régionales
DEDUCE	Développement Durable des Côtes Européennes
DG	Direction Générale
DIACT	Délégation Interministérielle à l'Aménagement et à la Compétitivité des Territoires
EIONET	European Environment Information and Observation Network
ENGREF	École Nationale du Génie Rural et des Eaux et Forêts
ETC/LUSI	European Topic Centre on Land Use and Spatial Information
GIZC	Gestion intégrée des zones côtières
IDD	Indicateurs de Développement Durable
IFREMER	Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer
INAU	Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme
ISMAL	Institut des Sciences de la Mer et de l'Aménagement du Littoral
LEAC	Land and Ecosystem Account
MEDU	Med Unit
MESMED	Measuring the sustainability of the Mediterranean maritime and coastal zone
PAC	Programme d'Aménagement Côtier
PAM	Plan d'Action pour la Méditerranée

ANNEXE 1

Programme de travail	
8h30 – 9h30	*Enregistrement*
9h30 – 11h00	Ouverture (Henri-Luc Thibault) ..... 5' Introduction : Le développement et l'utilisation de *Imagine* (Elisabeth Coudert et Simon Bell) ..... 10' Les principaux résultats de *Imagine* dans le cadre des PACs • Malte (Anthony Ellul) ..... 15' Questions / Réponses ..... 10' • Algérie (Mohamed Larid) ..... 15' Questions / Réponses ..... 10' • Slovénie (Igor Maher). ..... 15' Questions / Réponses ..... 10'
11h00 – 11h30	*Pause-Café*
11h30 – 13h00	Les principaux résultats de *Imagine* dans le cadre des PACs (suite) • Chypre (Glafkos Constantinides) ..... 15' Questions / Réponses ..... 10' • Liban ..... 5' La place de *Imagine* dans les PACs et la GIZC (Ivica Trumbic, PAP) ..... 20' Débats avec les utilisateurs potentiels ..... 20' *Imagine* : autres expériences territoriales et potentiel • Academy for Sustainable Communities (Gill Taylor) ..... 10' Questions / Réponses ..... 10'
13h00 – 14h30	*Déjeuner*
14h30 – 15h30	*Imagine* : autres expériences territoriales et potentiel (suite) • Imagine dans les projets européens (Françoise Breton) ..... 10' Utilisation de *Imagine* dans des organisations • Royaume Uni (Simon Bell) ..... 5' • Plan Bleu (Elisabeth Coudert) ..... 5' Les acquis de *Imagine* (Elisabeth Coudert) ..... 10' Débats avec les utilisateurs potentiels ..... 30'
15h30 – 16h00	*Pause-café*
16h00 – 17h30	Que faire ensuite ? pour qui ? pour quoi ? comment ? • L'enseignement de la prospective (Sébastien Treyer) ..... 15' • La formation continue et l'enseignement à distance (Simon Bell) .... 15' • L'expérience de l'ISMAL dans la formation à *Imagine* : (Mohamed Larid) ..... 15' Débats ..... 35' Conclusions (Henri-Luc Thibault) ..... 10'

ANNEXE 2

Liste des participants / List of participants

Abdelaziz ADIDI Professeur de l'enseignement suprieur, Directeur INAU - Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme Avenue Allal Al Fassi BP 6215 Rabat-Instituts 10000 RABAT Maroc	Tél/Tel. Fax E-mail	+212 (63) 11 39 02 +212 (37) 77 50 09 a2adidi@yahoo.fr
Thierry ASNI Toulon Provence Méditerranée Service Prospective Programmation Ingénierie financière 20, rue Nicolas Peiresc BP 536 83041 TOULON Cedex 9 France	Tél/Tel. Fax E-mail	+33 (0)4 94 05 35 38 +33 (0)4 94 05 35 45 tasni@tpmed.org
Ana BARBOSA Student in practice European Topic Centre on Land Use and Spatial Information (ETC/LUSI) Universitat Autònoma de Barcelona Torre C5-S, 4ª planta Edifici C- Facultat de Ciències 8193 BELLATERRA (Barcelona) Spain	Tél/Tel. Fax E-mail	+34 93 581 3520 +34 93 581 3545 anabrs1@gmail.com
Simon BELL Director The Bayswater Institute, and the Systems Group, Open University 9 Orme Court W24RL LONDON United Kingdom	Tél/Tel. Fax E-mail	+44 0 1953 604594 +44 0 20 7229 2214 s.g.bell@open.ac.uk

Nacer Riad BENDAOUD
Président

Association Ecologique de Bourmerdes
02 rue Fouzia Mouileh - Rostomia
16000 DELLY IBRAHIM
Algérie

Tél/Tel. +213 17 05 52 20
Fax +213 17 05 52 20
E-mail riad_ben@caramail.com
rmb_algerie@yahoo.fr

Dominique BLANC
Responsable Programmation Prospective
Ingénierie Financière
Toulon Provence Méditerranée
20, rue Nicolas Peiresc
BP 536
83041 TOULON Cedex 9
France

Tél/Tel. +33 (0)4 94 05 35 36
Fax +33 (0)4 94 05 35 45
E-mail dblanc@tpmed.org

Frederic BORJA
Deputy Director

Regional Activity Centre for Cleaner Production (CP/RAC)
Dr. Roux, 80
08017 BARCELONA
Spain

Tél/Tel. +34 93 553 87 91
Fax +34 93 553 85 93
E-mail fborja@cprac.org

Françoise BRETON

European Topic Centre on Land Use and Spatial Information (ETC/LUSI)
Universitat Autònoma de Barcelona
Torre C5-S, 4ª planta
Edifici C- Facultat de Ciències
8193 BELLATERRA (Barcelona)
Spain

Tél/Tel. +34 (93) 581 35 49
Fax +34 (93) 581 35 45
E-mail francoise.breton@uab.es

Gilles BROCARD
Ingénieur, chargé du SAGE de Thau

Syndicat Mixte du Bassin de Thau
Immeuble le Président
Route de Sète
BP18
34540 BALARUC-LES-BAINS
France

Tél/Tel. +33 (0)4 67 74 61 60
Fax +33 (0)4 67 74 61 90
E-mail g.brocart@smbt.fr

Selmin BURAK
Professor

University of Istanbul
Tepecik Yolu, Incesu Sok. No.76/8
Erdem Apt. Etiler
86630 ISTANBUL
Turkey

Tél/Tel. +90 532 415 24 09
Fax +90 212 514 03 67
E-mail sburak@istanbul.edu.tr

Glafkos CONSTANTINIDES
Task Manager

Integrated Planning Services
3, Marias Syngletikis Street
1011 NICOSIA
Cyprus

Tél/Tel. +357 2 2 66 76 55
Fax +357 2 2 66 79 11
E-mail gconstan@spidernet.com.cy

Jacques DENIS
Responsable programme DD-GIZC

IFREMER / Laboratoire de
l'Environnement Côtier
Centre de Méditerranée
BP 330
83507 LA SEYNE SUR MER Cedex
France

Tél/Tel. +33 (0)4 94 30 48 20
Fax +33(0)4 94 30 44 17
E-mail jacques.denis@ifremer.fr

Emma DEWBERRY

Open Univsersity
Design, DDEM, MCT, The OU
Walton Hall
MK7 6AA MILTON KEYNES
United Kingdom

Tél/Tel. +44 (0)1 19 08 33 29 40
Fax +44 (0)1 19 08 65 40 52
E-mail e.l.dewberry@open.ac.uk

Daniel DROCOURT
Coordonnateur "100 sites historiques méditerranéens"
Atelier du Patrimoine de la Ville de Marseille
10 ter, Square Belsunce
13001 MARSEILLE
France

Tél/Tel. +33 (0)4 91 90 78 74
Fax +33 (0)4 91 56 14 61
E-mail ddrocourt@mairie-marseille.fr

Anthony ELLUL
Team Manager

Malta Environment & Planning Authority
Strategic Planning Unit
P.O. Box 200
St. Francis Ravelin
FLORIANA MARSA CMR 002
Malta

Tél/Tel. +356 22 90 15 32
Fax +356 22 90 22 95
E-mail Tony.Ellul@mepa.org.mt

Lisa ERNOUL
Chef de projet

Tour du Valat
Le Sambuc
13200 ARLES
France

Tél/Tel. +33 (0)4 90 97 20 13
Fax +33 (0)4 90 97 20 19
E-mail ernoul@tourduvalat.org

Khadija GARDI
Administrateur

Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement
9, Avenue Al Araar Secteur 16
Hay Riad
RABAT
Maroc

Tél/Tel. +212 (0) 37 57 06 56
Fax +212 (0) 37 57 04 71
E-mail gardikhadija@yahoo.fr

Tatjana HEMA
MEDU Programme Officer

United Nations Environment Programme
Coordinating Unit for the Mediterranean Action Plan
48, V. Konstantinou Ave.
11635 ATHENS
Greece

Tél/Tel. +30 210 7273115
Fax +30 210 7253196,7
E-mail thema@unepmap.gr

Mohammed LARID
Chef de Département

Institut des Sciences de la Mer et de l'Aménagement du Littoral (ISMAL)
Campus Universitaire de Dély Brahim
B.P. 19 - Dély Brahim
16320 ALGER
Algérie

Tél/Tel. +213 0775 69 25 53
Fax +213 021 91 77 90
E-mail med7_larid@yahoo.fr

Igor MAHER
Advisor to the Mayor

Regional development center Koper
Municipality of Piran
Tartinijev trg 2
6330 PIRAN
Slovenia

Tél/Tel. +386-5-6710315
Fax +386-5-6710315
E-mail igor.maher@piran.si

Marina MARKOVIC
Environmental consultant

Donja Gorica bb
81000 PODGORICA
Montenegro

Tél/Tel. +382 81 261 731
Fax +382 81 261 731
E-mail marina.markovic@cg.yu

Houssine NIBANI
Secrétaire Général

Association AZIR pour la protection de l'Environnement
N° 18 Rue Bir Anzarane
32000 AL HOCEIMA
Maroc

Tél/Tel. +212 (62) 02 45 03
Fax +212 (39) 98 06 89
E-mail azirnibani@yahoo.fr

Marko PREM
Deputy Director

Regional Activity Centre/ Priority Actions Programme (PAP/RAC)
Kraj sv. Ivana 11
21000 SPLIT
Croatia

Tél/Tel. +385 21 340 475
Fax +385 21 340 490
E-mail marko.prem@ppa.htnet.hr

Zeljka SKARICIC
Chargée de mission

Regional Activity Centre/ Priority Actions Programme (PAP/RAC)
Kraj sv. Ivana 11
21000 SPLIT
Croatia

Tél/Tel. +385 21 340 476
Fax +385 21 340 490
E-mail zeljka.skaricic@ppa.htnet.hr

Maria SNOUSSI
Professeur

Université Mohamed V - Agdal
Faculté des Sciences
Département des Sciences de la Terre
Avenue Ibn Battota
B.P. 1014
10000 RABAT
Maroc

Tél/Tel. +212 (0) 61401532
Fax +212 37 771957
E-mail snoussi@fsr.ac.ma

Luca STASI

LEGAMBIENTE Dir. Naz.
Dipartimento Qualità Territoriali
Via Salaria 403
00199 ROMA
Italy

Tél/Tel. +39 34 822 30 671
Fax +39 06 233 25 776
E-mail l.stasi@legambiente.eu

Gill TAYLOR

ASC - Academy for Sustainable Communities
Round Foundry Media Centre
Foundry Street
LS11 5QP LEEDS
United Kingdom

Tél/Tel. +44 (0113) 394 4314
Fax +44 (0113) 394 4640
E-mail g.taylor@ascskills.org.uk

Sébastien TREYER

AgroParisTech/ENGREF
Service de la Recherche et de la Prospective
19 avenue du Maine
75732 PARIS Cedex 15
France

Tél/Tel. +33 (0)1 45 49 89 73
Fax +33 (0)1 45 49 88 27
E-mail treyer@engref.fr

Ivica TRUMBIC
Director

Regional Activity Centre/ Priority Actions Programme (PAP/RAC)
Kraj sv. Ivana 11
21000 SPLIT
Croatia

Tél/Tel. +385 (21) 340 471
Fax +385 (21) 340 490
E-mail ivica.trumbic@ppa.htnet.hr

Farid YAKER Président Ecomed 21 68 bd Soult 75012 PARIS France	Tél/Tel. Fax E-mail	+33 (0)6 18 66 53 60 farid.yaker@gmail.com
Nasser-Eddine ZINE Enseignant universitaire Université Moulay Ismail Faculté des Sciences BP 11201 ZITOUNE-MEKNES Maroc	Tél/Tel. Fax E-mail	+212 35 53 88 70/35 53 73 21 + 212 35 53 68 08 nzine@hotmail.com
Elisabeth COUDERT Chargée de mission Tourisme	Tél/Tel. E-mail	+33 (0)4 92 38 71 34 ecoudert@planbleu.org
Pierre ICARD Responsable de l'Unité thématique	Tél/Tel. E-mail	+33 (0)4 92 38 86 19 picard@planbleu.org
Silvia LARIA Chargée de mission Villes et urbanisation	Tél/Tel. E-mail	+33 (0)4 92 38 71 46 slaria@planbleu.org
Jean-Pierre GIRAUD Chargé de mission Indicateurs et SIMEDD	Tél/Tel. E-mail	+33 (0)4 92 38 71 44 jpgiraud@planbleu.org
Philippe VALLOUIS Chargé de mission Transports	Tél/Tel. E-mail	+33 (0)4 92 38 71 41 pvallouis@plableu.org
Gaëlle THIVET Chargée de mission Eau	Tél/Tel. E-mail	+33 (0)4 92 38 71 37 gthivet@planbleu.org
Henri-Luc THIBAULT Directeur Centre d'Activités Régionale du Plan Bleu (CAR/PB) 15 rue Beethoven Sophia Antipolis 06560 VALBONNE France	Tél/Tel. E-mail Tél/Tel. Fax E-mail	+33 (0)4 92 38 71 39 hlthibault@planbleu.org +33 (0)4 92 38 71 30 +33 (0)4 92 38 71 31 planbleu@planbleu.org